

## Gestion de la dette publique et son impact sur la stabilité économique : Analyse comparative en Afrique centrale

BIBALOU LÉONCE Gaël

Doctorant en Sciences Economiques et de Gestion, option : Gestion financière à l'Université Publique de Lisala/  
RDC-Afrique centrale

### RESUME

La gestion de la dette publique représente un défi majeur pour la stabilité économique des pays d'Afrique centrale, une région marquée par des niveaux d'endettement variables et des contextes macroéconomiques contrastés. Dans un environnement économique souvent soumis à des chocs exogènes, la soutenabilité de la dette devient un facteur déterminant pour éviter des crises financières et favoriser une croissance durable. Notre étude propose une analyse comparative des stratégies de gestion de la dette publique adoptées par plusieurs pays d'Afrique centrale et leur impact sur la stabilité économique. L'objectif principal est d'évaluer dans quelle mesure les politiques d'endettement et les mécanismes de gestion mis en place influencent la résilience économique des États concernés. L'accent est mis sur les effets de l'endettement sur la croissance, l'inflation et la capacité des gouvernements à maintenir une stabilité budgétaire face aux fluctuations économiques. L'approche méthodologique repose sur une analyse qualitative et quantitative combinant l'examen des données macroéconomiques problématiques de sources institutionnelles et l'étude des cadres de gestion de la dette dans chaque pays. Des indicateurs clés tels que le ratio dette/PIB, le solde budgétaire et le coût du service de la dette sont mobilisés pour mesurer l'impact de l'endettement sur la stabilité économique. Les résultats révèlent que la soutenabilité de la dette varie significativement selon les politiques adoptées par chaque pays. Certains États ayant recours à un endettement excessif sans stratégies efficaces de remboursement rencontrant des difficultés budgétaires et une inflation accumulée, tandis que d'autres, grâce à des politiques prudentes de gestion de la dette et de diversification des sources de financement, parviennent à maintenir une relative stabilité économique. Il ressort également que la dépendance aux financements extérieurs, en particulier ceux assortis de conditions contraignantes, constitue un facteur de vulnérabilité pour plusieurs pays étudiés. En conclusion, une gestion efficace de la dette publique en Afrique centrale nécessite des stratégies adaptées aux spécificités économiques de chaque pays. Une discipline budgétaire renforcée, une diversification des sources de financement et une meilleure transparence dans la gestion des emprunts sont essentielles pour garantir la stabilité économique et éviter les crises liées à un endettement excessif.

**Mots-clés :** dette publique, stabilité économique, Afrique centrale, soutenabilité budgétaire, politique d'endettement.

### ABSTRACT

Public debt management represents a major challenge for the economic stability of Central African countries, a region marked by variable debt levels and contrasting macroeconomic contexts. In an economic environment often subject to exogenous shocks, debt sustainability becomes a determining factor in avoiding financial crises and promoting sustainable growth. Our study proposes a comparative analysis of public debt management strategies adopted by several Central African countries and their impact on economic stability. The main objective is to assess the extent to which debt policies and management mechanisms in place influence the economic resilience of the states concerned. The focus is on the effects of debt on growth, inflation and the ability of governments to maintain fiscal stability in the face of economic fluctuations. The methodological approach is based on a qualitative and quantitative analysis combining the examination of problematic macroeconomic data from institutional sources and the study of debt management frameworks in each country. Key indicators such as the debt-to-GDP ratio, the budget balance and the cost of debt servicing are used to measure the impact of debt on economic stability. The results reveal that debt sustainability varies significantly depending on the policies adopted by each country. Some States resort to excessive debt without effective repayment strategies, encountering budgetary difficulties and accumulated inflation, while others, thanks to prudent debt management policies and diversification of sources of financing, manage to maintain relative economic stability. It also emerges that dependence on external financing, particularly those with binding conditions, constitutes a factor of vulnerability for several countries studied. In conclusion, effective management of public debt in Central Africa requires strategies adapted to the economic specificities of each country. Strengthened budgetary discipline, diversification of sources of financing and greater transparency in the management of loans are essential to ensure economic stability and avoid crises linked to excessive debt.

**Keywords:** public debt, economic stability, Central Africa, budgetary sustainability, debt policy.

Soumis le : 07 avril, 2025

Publié le : 08 août, 2025

Auteur correspondant : BIBALOU LÉONCE Gaël

Adresse électronique : [bibalouhans@yahoo.fr](mailto:bibalouhans@yahoo.fr)

Ce travail est disponible sous la licence

Creative Commons Attribution 4.0 International.



## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Contexte

La gestion de la dette publique est un levier fondamental pour assurer la stabilité macroéconomique et le développement durable d'un pays. En Afrique centrale, où plusieurs États dépendent fortement des ressources naturelles et des financements extérieurs, la dette publique constitue à la fois une opportunité et un risque. Une gestion prudente peut stimuler les investissements publics et la croissance économique, tandis qu'une accumulation excessive ou mal contrôlée peut engendrer des crises budgétaires et une instabilité financière (FMI, 2021). Ces dernières décennies, la dette publique des pays d'Afrique centrale a connu une progression significative, suscitant des préoccupations quant à sa soutenabilité et son impact sur la stabilité économique (Banque mondiale, 2022).

Les pays de la région ont adopté différentes stratégies pour gérer leur dette, allant de l'émission d'obligations souveraines à la renégociation des termes de leurs emprunts auprès des crédits internationaux. Cependant, la dépendance aux financements extérieurs, en particulier sous forme de dettes contractées à des taux d'intérêt élevés, a exposé certains États à des difficultés de remboursement, aggravées par des chocs économiques exogènes tels que la pandémie de COVID-19 et l'utilisation des prix des matières premières (CEMAC, 2022). La stabilité économique de ces pays dépend donc largement de l'efficacité des politiques publiques mises en place pour gérer l'endettement, éviter le surendettement et garantir un équilibre budgétaire<sup>1</sup>.

Face à ces défis, une analyse comparative de la gestion de la dette publique en Afrique centrale est essentielle pour mieux comprendre les approches adoptées et leurs effets sur la stabilité économique.

### 1.2 Problématique

En Afrique centrale, la dette publique a atteint des niveaux préoccupants, soulevant des interrogations sur sa viabilité à long terme et son impact sur la stabilité économique. La soutenabilité de la dette repose sur plusieurs facteurs, notamment la capacité des États à honorer leurs engagements financiers, à générer des revenus suffisants pour couvrir leurs charges budgétaires et à maintenir un taux de croissance permettant un désendettement progressif (FMI, 2020). Toutefois, dans plusieurs pays de la région, l'endettement excessif a conduit à des déficits budgétaires récurrents, limitant la marge de manœuvre des gouvernements pour financer des investissements productifs et favoriser une croissance inclusive (Banque africaine de développement, 2021).

Par ailleurs, l'exposition croissante des pays d'Afrique centrale aux marchés financiers internationaux a accentué leur vulnérabilité aux fluctuations des taux d'intérêt et aux exigences des crédits. Dans ce contexte, certaines nations ont eu recours à des programmes d'ajustement structurel ou à des initiatives de restructuration de la dette pour atténuer les pressions budgétaires. Néanmoins, ces mesures ont parfois eu des conséquences sociales et économiques négatives, notamment en matière de réduction des dépenses publiques dans des secteurs clés comme l'éducation et la santé (OCDE, 2022). La problématique centrale réside d'une part dans la capacité des États à concilier la nécessité de mobiliser des financements extérieurs tout en préservant la stabilité macroéconomique et sociale et d'autre part de mettre en œuvre des mécanismes de gestion efficace de la dette publique.

Dès lors, une question essentielle se pose : Quelles sont les stratégies de gestion de la dette publique mises en œuvre en Afrique centrale pour assurer la stabilité économique des pays concernés ? Répondre à cette interrogation permettra de mieux comprendre les défis liés à l'endettement dans la région et d'identifier les leviers d'action pour améliorer la résilience économique face aux chocs externes (Banque mondiale, 2023).

### 1.3 Question générale

Quelles sont les stratégies de gestion de la dette publique mises en œuvre en Afrique centrale pour assurer la stabilité économique des pays de la région ?

### 1.4 Questions spécifiques

- Quelles sont les solutions à mettre en œuvre pour juguler le sempiternel problème de la dette publique qui impacte négativement la stabilité économique de la région ?
- Quels sont les principaux déterminants de la soutenabilité de la dette publique en Afrique centrale ?
- Comment les politiques de gestion de la dette visent-elles la croissance économique et la stabilité budgétaire ?
- Quels sont les impacts des initiatives de restructuration et d'allègement de la dette sur les économies des pays concernés ?

### 1.5 Objectif général

Analyser l'impact des stratégies de gestion de la dette publique sur la stabilité économique des pays d'Afrique centrale.

### 1.6 Objectifs spécifiques

- Identifier les différentes stratégies susceptibles d'optimiser la gestion de la dette publique et d'encourager la stabilité économique de la région .
- Identifier les facteurs influençant la soutenabilité de la dette publique en Afrique centrale.
- Examiner l'effet des politiques d'endettement sur la croissance économique et la stabilité budgétaire.
- Évaluer les implications des initiatives de restructuration et d'allègement de la dette sur les économies nationales.

### 1.7 Hypothèse générale

Une gestion efficace et soutenable de la dette publique contribue à la stabilité économique des pays d'Afrique centrale .

### 1.8 Hypothèses spécifiques

- Une dette publique bien gérée permet de maintenir un équilibre budgétaire et d'éviter le surendettement.
- Les politiques d'endettement ont un impact direct sur la croissance économique et la capacité d'investissement des États.
- Les initiatives de restructuration et d'allègement de la dette améliorent la résilience économique des pays confrontés à des difficultés financières.

## 2. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La gestion de la dette publique et son impact sur la stabilité économique en Afrique centrale ont fait l'objet de nombreuses études, tant au niveau académique qu'institutionnel. Cette section examine les contributions majeures sur le sujet, en mettant en évidence les principaux cadres théoriques, les approches méthodologiques et les résultats empiriques des recherches existantes.

### 2.1 Cadres théoriques de la gestion de la dette publique

Plusieurs théories économiques permettent d'analyser la relation entre la dette publique et la stabilité économique. La théorie keynésienne considère que l'endettement public peut stimuler l'économie en finançant des investissements productifs, notamment dans les infrastructures et les services publics (Keynes, 1936). Cependant, selon la théorie de l'équivalence ricardienne développée par Barro (1974), l'endettement public est perçu comme un simple transfert d'impôt futur, ce qui pourrait limiter son impact sur la demande globale et la croissance économique.

D'un autre côté, la théorie de la soutenabilité de la dette, développée par Krugman (1988), met en avant la nécessité de maintenir un équilibre budgétaire afin d'éviter les crises de la dette. Une dette excessive peut entraîner des coûts de refinancement élevés, une inflation croissante et une instabilité macroéconomique. En Afrique centrale, où les économies dépendent fortement des ressources naturelles, cette question est d'autant plus critique en raison de la disponibilité des recettes publiques (Banque mondiale, 2022).

**2.2 Approches empiriques de la gestion de la dette en Afrique centrale**

Les études empiriques sur la dette publique en Afrique centrale mettent en lumière les défis spécifiques liés à la structure économique de la région. Une étude de la Banque Africaine de Développement (BAD, 2021) montre que la plupart des pays d'Afrique centrale connaissent des niveaux élevés d'endettement, principalement dus à des emprunts extérieurs libellés en devises étrangères. Cette dépendance accumulée aux financements extérieurs expose ces économies à des risques de chocs externes, tels que la fluctuation des taux de change et la hausse des taux d'intérêt mondiaux.

D'autres travaux, comme ceux de Nguena et Zouak (2020), analysent la relation entre l'endettement public et la croissance économique dans les pays de la CEMAC. Leurs résultats indiquent qu'un certain seuil d'endettement est bénéfique pour la croissance, mais qu'au-delà de 60 % du PIB, l'impact devient négatif, illustrant ainsi un effet d'éviction des investissements privés. Une autre étude menée par la Commission Économique pour l'Afrique (CEA, 2022) met en évidence le rôle des institutions et des politiques budgétaires dans la gestion efficace de la dette. Selon cette étude, les pays ayant mis en place des mécanismes de surveillance budgétaire et de transparence dans l'endettement sont mieux à même de prévenir les crises de la dette.

**2.3 Politiques de gestion de la dette et stabilité économique**

Plusieurs approches ont été adoptées par les pays d'Afrique centrale pour gérer leur dette et assurer une stabilité économique. Le FMI (2020) recommande une gestion proactive basée sur la diversification des sources de financement, la promotion des obligations souveraines en monnaie locale et l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales. De leur côté, les États de la CEMAC ont mis en place des programmes d'ajustement structurel, bien que ceux-ci participent souvent à des préoccupations pour leurs effets sociaux négatifs, notamment la réduction des dépenses publiques dans les secteurs sociaux (Banque mondiale, 2021). La restructuration de la dette a également été une stratégie adoptée par plusieurs pays en difficulté, notamment à travers l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et le Cadre Commun du G20. Toutefois, ces mesures ont montré des limites, car elles ne garantissent pas toujours un assainissement durable des finances publiques (OCDE, 2023).

La littérature existante souligne que la gestion de la dette publique en Afrique centrale reste un défi majeur pour la stabilité économique de la région. Si certaines stratégies ont montré leur efficacité, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir une soutenabilité à long terme et limiter les risques macroéconomiques.

**3. METHODOLOGIE**

**3.1 Type de recherche**

L'approche **méthodologique** repose sur une analyse qualitative et quantitative combinant l'examen des données macroéconomiques problématiques de sources institutionnelles et l'étude des cadres de gestion de la dette dans chaque pays

**3.2 Lieu d'étude**

Notre étude porte sur la gestion de la dette publique et son impact sur la stabilité économique dans les pays de l'Afrique centrale. La région est composée de plusieurs pays membres de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)

**4. RESULTATS**

L'analyse des données relatives à la gestion de la dette publique en Afrique centrale met en évidence plusieurs tendances et dynamiques influençant la stabilité économique de la région.

Tout d'abord, les résultats montrent que la majorité des pays étudiés connaissent une dette publique en constante augmentation, principalement due à une forte dépendance aux emprunts extérieurs. Cette réflexion est menée essentiellement pour deux raisons : la première est la progression du taux d'endettement. En effet , à la fin de 2022, la dette publique du Gabon avoisinait les 60 % alors qu'elle était proche de 39 % en 2015, celle du Cameroun est proche de 45,8 % comparée à l'année 2018 (soit 32 %), le Tchad enregistre un taux d'endettement de 68% du PIB par rapport à celui de 2021 estimé à 55,9 %, celui de la Centrafrique est passé de 43,4 % à 44,7 %, la Guinée Equatoriale reste exposée à un risque de surendettement avec un taux de 35,5 %, et le Congo est ressorti avec un taux de 109,7 % du PIB supérieur au seuil de convergence de la CEMAC plafonné à 70 %. La deuxième raison est la volatilité du taux de croissance économique des pays de la CEMAC du fait que les équilibres macroéconomiques sont menacés par les différents facteurs internes et externes (Égert [2015] ; Lee et al. [2017] ; Hansen [2017]). Par exemple, les pays de la CEMAC affichent un ratio dette/PIB moyen supérieur à 60 %, dépassant ainsi les seuils recommandés par les institutions financières internationales (Banque mondiale, 2022). Cette situation est exacerbée par la réutilisation des revenus issus des matières premières, rendant la gestion budgétaire particulièrement difficile.

Notre étude révèle que l'endettement excessif a des effets négatifs sur la stabilité macroéconomique. Plusieurs pays, notamment le Congo- Brazzaville et le Tchad, ont connu des crises de la dette ayant entraîné des restrictions budgétaires, une dévaluation monétaire et une hausse du coût du service de la dette. En conséquence, l'espace budgétaire disponible pour les investissements publics productifs, tels que les infrastructures et les services sociaux, se réduit considérablement.

Par ailleurs, certains pays ont mis en œuvre des réformes de gestion de la dette, avec des résultats variables. Le Cameroun et le Gabon, par exemple, ont adopté des stratégies de diversification des sources de financement en développant le marché des obligations souveraines en monnaie locale. Ces initiatives ont permis de limiter l'exposition aux fluctuations du dollar et de réduire les risques liés à la dépendance aux bailleurs étrangers. Cependant, ces efforts restent insuffisants face aux défis structurels liés à la gouvernance et à la transparence budgétaire.

Enfin, les résultats soulignent que la qualité des institutions et des politiques publiques joue un rôle clé dans la soutenabilité de la dette. Les pays ayant adopté des cadres réglementaires solides et des mécanismes de contrôle budgétaire efficaces parviennent à mieux maîtriser leur endettement et à atténuer les risques économiques. Mais, les États où la corruption et le manque de discipline budgétaire sont plus marqués et plus vulnérables aux crises de la dette et à l'instabilité économique (FMI, 2021).

L'analyse comparative met en évidence la nécessité pour les pays d'Afrique centrale d'adopter des politiques plus rigoureuses en matière de gestion de la dette, en favorisant la transparence, la diversification des sources de financement et une meilleure discipline budgétaire afin de garantir une stabilité économique durable.

## 5. Discussions des résultats

Les résultats de notre étude confirment les défis structurels auxquels sont confrontés ces pays. Cette section discute des principales tendances référencées en les confrontant aux théories économiques et aux expériences d'autres régions.

Tout d'abord, la hausse persistante du ratio dette/PIB dans la majorité des pays d'Afrique centrale confirme l'hypothèse selon laquelle ces économies dépendent fortement des financements extérieurs. Selon Krugman (1988), une dette excessive peut engendrer un effet boule de neige, où les intérêts de la dette augmentent plus rapidement que la croissance économique. Cette dynamique est bien illustrée dans des pays comme le Congo-Brazzaville et le Tchad, où la charge du service de la dette absorbe une part importante des ressources publiques, limitant ainsi les investissements productifs.

L'impact négatif de l'endettement excessif sur la stabilité macroéconomique est conforme aux conclusions de Reinhart et Rogoff (2010), qui démontrent qu'au-delà d'un certain seuil (environ 60 à 70 % du PIB), la dette devient un frein à la croissance économique. En Afrique centrale, ce phénomène est amplifié par la rareté des matières premières, qui constituent la principale source de revenus publics. Contrairement à certaines économies émergentes qui parviennent à fournir un endettement élevé par une croissance soutenue, les pays de la CEMAC restent fragilisés par une faible diversification économique.

La mise en œuvre de réformes de gestion de la dette, notamment à travers la diversification des sources de financement, semble être une approche prometteuse. L'expérience du Cameroun et du Gabon, qui ont développé leurs marchés obligatoires nationaux, rejoint les recommandations du FMI (2020) en faveur du développement d'instruments financiers locaux pour réduire la dépendance aux crédits internationaux. Toutefois, ces initiatives sont encore limitées par la faible profondeur des marchés financiers locaux et la réticence des investisseurs à souscrire aux obligations émises par des États perçus comme présentant des risques élevés. La gouvernance et la qualité des institutions apparaissent comme des déterminants majeurs de la soutenabilité de la dette. Comme le souligne la Banque mondiale (2022), les pays dotés de mécanismes de surveillance réussiront progressivement à mieux maîtriser leur endettement. À l'inverse, ceux qui souffrent de faiblesse institutionnelle, de corruption ou d'absence de transparence budgétaire sont plus vulnérables aux crises de la dette. Ce constat est cohérent avec les travaux d'Acemoglu et Robinson (2012), qui démontrent que des institutions inclusives démontrent une meilleure gestion économique et une croissance soutenue. Nos résultats renforcent l'idée que la gestion efficace de la dette publique en Afrique centrale ne repose pas uniquement sur la réduction du niveau d'endettement, mais aussi sur l'amélioration des politiques budgétaires, la diversification économique et le renforcement des institutions. Une approche intégrée combinant discipline budgétaire et réformes structurelles, serait nécessaire pour garantir une stabilité économique durable.

## 6. CONCLUSION

La gestion de la dette publique en Afrique centrale constitue un défi majeur pour la stabilité économique de la région. L'endettement croissant des États, largement alimenté par la dépendance aux financements extérieurs et la disponibilité des matières premières, expose ces économies à des risques budgétaires et financiers importants. Cette dynamique met en évidence la nécessité d'une approche plus rigoureuse en matière de gestion de la dette, notamment par une meilleure planification budgétaire et une diversification des sources de financement.

Les résultats de notre étude ont montré que l'accumulation excessive de la dette, en l'absence de politiques budgétaires adaptées, entraîne des effets négatifs sur la croissance économique et la soutenabilité des finances publiques. La pression exercée par le service de la dette limite les capacités d'investissement des États dans les infrastructures et les secteurs sociaux, compromettant ainsi leur développement à long terme. Cependant, des initiatives telles que le développement des marchés obligatoires locaux et l'amélioration de la transparence budgétaire offrent des perspectives intéressantes pour atténuer ces risques.

L'analyse comparative a également mis en évidence le rôle déterminant de la gouvernance et des institutions dans la gestion efficace de la dette. Les pays qui disposent de cadres réglementaires solides et de mécanismes de surveillance budgétaire efficaces parviennent à mieux maîtriser leur endettement et à préserver leur stabilité macroéconomique. À l'inverse, l'opacité dans la gestion des finances publiques et la mauvaise gouvernance aggravent la vulnérabilité économique et augmentent le risque de crises de la dette.

Ainsi, pour renforcer la résilience économique et assurer une gestion plus efficace de la dette publique, les États d'Afrique centrale doivent adopter une approche intégrée combinant discipline budgétaire, diversification économique et renforcement des institutions. Une meilleure coordination des politiques économiques au sein des organisations régionales, telles que la CEMAC, ainsi qu'une coopération renforcée avec les partenaires internationaux, pourraient également contribuer à l'élaboration de stratégies durables pour une stabilité économique durable.

## 7. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Acemoglu, D. et Robinson, JA (2012). Pourquoi les nations échouent : les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté. *Crown Business*.
- Krugman, P. (1988). Financement ou annulation d'une dette excessive. *Journal of Development Economics*, 29(3), 253-268.
- Pierre Gaëtant ANGO NGUEMA (2024). La dynamique de la dette publique des pays de la CEMAC
- Reinhart, CM et Rogoff, KS (2010). La croissance en période d'endettement. *American Economic Review*, 100(2), 573-578.
- Stiglitz, JE (2002). La mondialisation et ses mécontentements. *WW Norton & Company*.
- Sachs, J. (2005). La fin de la pauvreté : des possibilités économiques pour notre époque. *Penguin Press*.
- Fonds Monétaire International (FMI). (2020). Rapport sur la viabilité de la dette en Afrique subsaharienne. *Washington, DC*.
- Banque Mondiale. (2022). *Africa's Pulse : Défis et perspectives économiques pour l'Afrique*. Washington, DC.
- Banque Africaine de Développement (BAD). (2021). Gestion de la dette et perspectives économiques en Afrique centrale. *Abidjan*.
- Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). (2021). Évaluation des politiques économiques et budgétaires en Afrique centrale. Addis-Abeba.